

Front unique ouvrier pour le retrait des troupes sionistes de Gaza, pour le boycott des livraisons d'armes à Israël et pour le droit d'expression !

L'offensive israélienne contre Gaza dure depuis 7 mois. L'armée terroriste à grande échelle s'en prend de nouveau à Rafah, au sud de l'enclave, où 1 million de déplacés sont en danger. Avant l'attaque de Rafah, elle avait déjà causé 34 356 morts. Le blocus, la famine et la destruction des infrastructures complètent ce massacre. Cette opération génocidaire ne serait pas possible sans l'aide militaire des États-Unis et de ses alliés d'Europe occidentale, dont la France.

La police des États américain et français réprime les étudiants

Un mouvement d'ampleur nationale en défense du peuple palestinien a débuté dans des dizaines d'universités aux États-Unis. Des manifestations similaires ont lieu au Liban, en France, en Italie, en Grande-Bretagne, au Canada, en Australie, au Mexique... Le président (et candidat du Parti démocrate) a condamné le « chaos » des occupations et assimilé le mouvement étudiant à l'antisémitisme. Plus de 2 000 arrestations ont eu lieu. Les nombreux étudiants juifs américains qui manifestent contre le génocide sous le mot d'ordre « *Pas en notre nom* » sont-ils donc aussi antisémites ?

En France, le gouvernement suit la même méthode : diffamation et matraquage, avec l'appui des partis bourgeois Renaissance, LR, RN (un parti fondé par des antisémites). Depuis le 24 avril, trois occupations de l'IEP de Paris (Sciences Po) ont eu lieu. À deux reprises, les CRS les ont évacuées. Malgré l'intimidation policière, l'occupation s'est étendue à tous les Sciences Po et à l'ESJ de Lille. Le 29 avril, à la Sorbonne (Paris 1), la police intervient. De nouveau, le 2 mai, 300 étudiants manifestent devant la Sorbonne, la police disperse. Macron se dit « favorable » aux évacuations par la police et condamne le fait d'« *intimer l'ordre à un établissement d'avoir telle ou telle politique par la force et le blocage* » (*La Tribune*, 4 mai). Mais qui impose son soutien à Israël par la force ? C'est la justice de l'État bourgeois qui a condamné à un an de prison avec sursis le responsable CGT du Nord, qui convoque pour « *apologie au terrorisme* » les soutiens aux Palestiniens (Kazib de RP, Hassan et Panot de LFL...) et interdit des manifestations et des réunions publiques.

Pas de paix sans extirper le colonialisme

L'ennemi des Palestiniens n'est ni le peuple juif, ni la religion juive. C'est le sionisme, fondé depuis plus d'un siècle sur l'expulsion des Arabes palestiniens de leurs terres, de leurs villages et de leurs villes pour y installer à leur place un État colon. Ni la persécution des juifs dans le monde entier, ni l'extermination de 6 millions de juifs européens dans les camps nazis ne peuvent justifier la partition de la Palestine au profit du sionisme, l'oppression du peuple palestinien, la

poursuite de la colonisation brutale en Cisjordanie, l'extermination par la faim et les bombes à Gaza

Les amis des Palestiniens ne sont ni Erdogan (Turquie), ni Al Thani (Qatar), ni Khamenei (Iran)... Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État colonial, sans l'instauration d'une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue, laïque de la mer au Jourdain. La bourgeoisie palestinienne est incapable de déraciner Israël et d'unifier la Palestine. Sa branche autrefois panarabe et socialisante, le Fatah, a capitulé lors des accords d'Oslo après la disparition de l'URSS. L'Autorité palestinienne est totalement corrompue et discréditée. L'autre fraction de la bourgeoisie palestinienne, le Hamas clérical, patriarcal et antisémite, est encore moins apte à s'adresser aux travailleurs des États-Unis, d'Europe, du Proche-Orient. Seule la classe ouvrière de la région peut libérer la Palestine, en chassant les despotes de Jordanie, d'Égypte, de Syrie, d'Iran, de Turquie, d'Arabie saoudite... Gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Fédération socialiste du Proche-Orient !



Assemblées générales dans toutes les facs ! Unité étudiants-travailleurs !

Une assemblée générale interfacs s'est tenue le 2 mai à Paris et revendiquée à juste titre : « *Stop aux massacres et au génocide des Palestiniens. Solidarité avec la lutte du peuple palestinien ! Non à la complicité de l'État français ! Arrêt de la vente d'armes à Israël et de toutes relations diplomatiques ! Stop à la répression de la mobilisation propalestine ! Ouverture immédiate des facs !* »

Il faut briser l'isolement des étudiants. Unité des syndicats de salariés et d'étudiants ainsi que des partis issus de la classe ouvrière pour répondre à l'appel des syndicats palestiniens pour le boycott des armes à Israël, pour les libertés démocratiques ! Un tel front unique constituerait un point d'appui pour la mobilisation antisioniste et affaiblirait un gouvernement qui étouffe l'université publique et qui attaque sans cesse les travailleurs.

Solidarité des syndicats des travailleurs de l'enseignement supérieur avec la jeunesse visée par la calomnie et la répression ! Assemblées générales dans tous les lieux d'études pour débattre et décider démocratiquement ! Coordination nationale des représentants élus des AG ! Autodéfense contre la police ! Libération de nos camarades, levée des condamnations et des poursuites judiciaires ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Pas une arme à Israël !

6 mai 2024